

LES MÉDIAS, LE DEVOIR DE MÉMOIRE ET L'HISTOIRE

DIANA JOHNSTONE ET MARC-ANTOINE COPPO

À l'époque soviétique, la presse russe avait l'habitude de commencer un grand nombre de ses affirmations par l'expression « tout le monde sait que ». Grâce aux médias occidentaux, tout le monde a su que le dictateur serbe Slobodan Milosevic avait causé la désintégration violente de la Yougoslavie par son projet de créer par la force une Grande Serbie. Aujourd'hui encore, quiconque cherche à remettre en question ce credo est accusé de révisionnisme et plus ou moins suspecté de se rendre moralement complice d'un génocide.

Des médias qui savent tout

En France, « tout le monde a su » grâce notamment à la correspondante à Belgrade du journal *Le Monde* au début des années 90, Florence Hartmann, qui allait par la suite devenir la porte-parole de l'accusation au Tribunal pénal international de La Haye (TPIY). Les mêmes médias qui avaient déjà condamné Milosevic par avance ont passé quasiment sous silence l'essentiel du déroulement de son procès à l'exception des plaintes récurrentes de l'accusation reprochant à l'ancien Président yougoslave de faire obstruction à la justice en tombant continuellement malade, en raison de son obstination à vouloir assurer lui-même sa défense. Même sa mort après 56 mois d'incarcération sera présentée comme un sale tour joué aux victimes ! Seuls ceux qui ont pu suivre les audiences à la télévision serbe ou sur Internet ont su que la principale accusation portée contre Milosevic, celle d'avoir dirigé une entreprise criminelle destinée à créer une « grande Serbie » s'était effondrée en août 2005, et qu'aucune preuve n'avait pu le relier, même indirectement, au massacre de Srebrenica¹. La disparition de l'accusé aura sauvé les juges du TPIY de devoir rendre un verdict « pour l'Histoire », les médias l'avaient déjà fait avant eux avec enthousiasme.

En mars 2006, sous une pluie glaciale, des centaines de milliers de personnes ont assisté à l'enterrement de Milosevic dans sa ville natale de Pozarevac. Parmi eux se trouvait l'écrivain Peter Handke ce qui lui valut d'être aussitôt accusé dans les pages du *Nouvel Observateur* d'« approuver le massacre de Srebrenica »². En réalité, comme il l'expliqua à la revue allemande *Focus*, ce qui avait conduit Handke à se rendre aux obsèques de

1. Cf. Diana Johnstone « Milosevic à La Haye : plus c'est intéressant, moins on en parle », *Le Manifeste*, Paris, 28 août 2005.

2. Cette calomnie entraîna la déprogrammation par la Comédie française de la représentation de sa pièce *Voyage au pays sonore ou l'art de la question*.

Milosevic était précisément ce langage des médias qui prétendent tout savoir, imposant leur récit (*storytelling*) par le recyclage sans fin de clichés éculés et de formules toutes faites telles que « le boucher de Belgrade ». Par sa présence à Pozarevac, l'écrivain autrichien avait souhaité témoigner de sa « loyauté à cet autre langage qui n'est pas celui des journalistes, qui n'est pas le langage dominant »³. Le discours qu'il prononça ce jour-là ne défendait rien ni personne sinon l'idée que ne pas tout savoir à l'avance pouvait constituer un bon point de départ pour la réflexion.

Loin d'approuver le massacre de Srebrenica, Handke l'a décrit comme une « vengeance infernale, une honte éternelle pour les responsables bosno-serbes ». Il a seulement voulu replacer cet événement dans son contexte, ce qui a été considéré comme un sacrilège. Car « Srebrenica » n'est pas un événement historique comme les autres qui peut être étudié et contextualisé, il est devenu un culte sacré qui doit être déploré rituellement comme un « génocide » et « le pire massacre commis en Europe depuis la seconde guerre mondiale ». Toute autre approche est stigmatisée comme une insulte aux victimes et une forme de négationnisme. Or, une meilleure connaissance de l'Histoire implique un constant processus de révision des connaissances mais, de nos jours, le « révisionnisme » est devenu synonyme de « négationnisme », ce qui est passible des tribunaux dans une douzaine de pays européens. Par analogie avec la seconde guerre mondiale, même l'histoire d'événements récents tels que la guerre en Bosnie a été remplacée par le « devoir de mémoire », ce qui signifie la répétition pieuse de la version consacrée par les représentants auto-désignés des victimes. Ce phénomène s'inscrit dans une tendance de fond où les massacres et les victimes semblent être devenus les seuls contenus intéressants de l'Histoire.

La transformation de la mémoire en culte sacré

La transformation de la mémoire en un culte sacré impose le silence aux voix dissidentes et empêche un examen libre et ouvert des événements récents et de leur contexte. Pour bien comprendre les conflits qui ont déchiré la Yougoslavie dans les années 90, plus d'investigation libre, plus d'analyse et moins de croyance seraient indispensables. Mais tout cela impliquerait une forme de révisionnisme. Or, à l'heure actuelle, l'idée selon laquelle le rappel des atrocités constitue un « devoir de mémoire » aux victimes, quelque chose qui doit être indéfiniment répété de peur qu'on l'oublie, est considérée comme un dogme incontesté. Nul ne songe que la remémoration incessante des atrocités du passé, loin d'éviter leur répétition, pourrait bien, en réalité, préparer la prochaine vague de massacres, et c'est précisément ce qui s'est passé plus d'une fois dans les Balkans. Si les victimes ne peuvent profiter de ce culte, la mémoire de ces victimes constitue en revanche un capital moral et politique de très grande valeur pour ceux qui se présentent comme leurs héritiers et pour leurs champions auto-proclamés. La place prépondérante occupée par l'Holocauste dans la conscience contemporaine a créé une sorte d'« envie d'Holocauste » chez d'autres communautés qui perçoivent bien tous les avantages qu'elles peuvent tirer à être reconnues comme victimes.

3. Cf. « Le motif principal de mon voyage, c'était d'être témoin », *Le Monde* du 4 mai 2006.

Chaque communauté impliquée dans une guerre civile a une tendance naturelle à se représenter comme une pure victime et à cultiver sa propre mémoire ce qui tend à renforcer sa cohésion face la concurrence d'autres groupes considérés comme hostiles. Dans une large mesure, la férocité des combats qui ont éclaté en 1992 sur le territoire de la fédération yougoslave fut une reprise du cycle de massacres et de vengeances qui ont dévasté la Bosnie-Herzégovine en 1941-44, parce que la sécession des Républiques yougoslaves résonnait dans la mémoire des communautés serbes de Bosnie et de Croatie comme le prélude à la répétition des attaques qu'elles subirent de la part des Oustachis croates après le démembrement de la première Yougoslavie par les occupants nazis.

La focalisation sur les crimes serbes

Si les médias n'osent plus remettre en question l'idée selon laquelle les Musulmans de Bosnie furent la cible d'un projet délibéré de génocide de la part des Serbes, c'est que leur propre réputation de défenseurs des droits de l'homme en souffrirait. Les tendances génocidaires des Serbes en général - et de Milosevic en particulier - furent en effet la principale justification du bombardement illégal et destructeur de la Yougoslavie en 1999, sous prétexte d'empêcher les Serbes de commettre un nouveau génocide contre les Albanais du Kosovo après celui commis contre les Musulmans en Bosnie. La réduction fictionnelle des conflits yougoslaves au projet criminel d'un dictateur fou s'inspirant d'Hitler a détourné l'attention de la lourde responsabilité des Etats occidentaux dans la réduction de la Yougoslavie en une mosaïque de mini-états mutuellement hostiles et dépendants. Le rappel insistant de Srebrenica permettait alors de passer plus facilement sous silence la persécution des populations non-albanaises du Kosovo depuis son occupation par l'OTAN.

Un certain nombre de politiciens américains ont également pu espérer que la focalisation sur les crimes serbes convaincrerait les musulmans du souci occidental pour leur sort ⁴ en dépit de la non-résolution persistante de la question palestinienne, mais cela a plutôt produit l'effet inverse. Car proclamer sans cesse que l'Occident n'est pas intervenu alors que les Musulmans de Bosnie faisaient l'objet d'un génocide ne pouvait qu'exciter encore davantage le ressentiment des musulmans contre l'Occident. Cela ne leur a fait nullement oublier le sort tragique de la Palestine mais a contribué à créer un état d'esprit lourd de menace d'un conflit de civilisations.

Pour promouvoir la réconciliation dans les Balkans, il aurait certainement été plus utile de faire remarquer que ce sont les guerres qui produisent les massacres, et qu'évacuer femmes et enfants vers des zones sûres (comme le firent les Serbes lorsqu'ils s'emparèrent de l'enclave de Srebrenica) n'est pas la forme habituelle prise par ce qu'on entend

4. Le 17 avril 2007, le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants du congrès américain, Tom Lantos (décédé depuis), un ancien survivant de l'Holocauste également connu pour être un grand défenseur d'Israël, a déclaré que l'indépendance du Kosovo constituerait un atout politique pour les Etats-Unis car les gouvernements musulmans du monde entier y verraient « un nouvel exemple du leadership des Etats-Unis dans la création d'un pays à majorité musulmane au coeur même de l'Europe ».

communément par un « génocide ». Il existe depuis longtemps des indications de la volonté des Serbes de reconnaître leur culpabilité pour ce qui s'est passé à Srebrenica, mais seulement pour ce qui s'est *réellement* passé, et à condition d'obtenir en retour la reconnaissance que des atrocités du même type ont été commises par toutes les parties belligérantes. Si le désir de venger des massacres antérieurs commis contre des villageois serbes par les forces musulmanes basées à Srebrenica a poussé les Serbes à commettre des crimes de guerre terribles à Srebrenica, c'est ce même désir de vengeance qui a motivé l'insistance de la partie musulmane bosniaque à stigmatiser les Serbes comme « génocidaires »⁵. Les leaders musulmans de la Bosnie espéraient sans doute qu'une condamnation pour génocide leur permettrait de contraindre la Serbie à payer des millions de dollars de réparation, une démarche qui était autant de nature à promouvoir la paix et la réconciliation que le furent les lourdes réparations imposées à l'Allemagne après la première guerre mondiale ...

Plus d'Histoire, moins de culte mémoriel

Davantage d'éclairage historique et moins de culte mémoriel seraient donc nécessaires à la réconciliation dans les Balkans. Sans doute, les mythes doivent-ils être reconnus en tant que facteurs importants de la conscience collective, mais certainement pas comme des écritures saintes qui ne sauraient être mises en doute. Reconnaître que les Musulmans ont subi le plus grand nombre de victimes durant la guerre de 1992-95 ne signifie nullement qu'il ne s'agissait pas d'une guerre civile dans laquelle le Président bosniaque Alija Izetbegovic porte une responsabilité majeure, et au cours de laquelle des combattants musulmans - surtout les djihadistes étrangers - ont commis d'horribles atrocités.

L'état de guerre est une situation qui, lorsqu'elle se prolonge, conduit inéluctablement à des massacres : si la guerre en Bosnie avait pu être évitée, il n'y aurait pas eu de massacre à Srebrenica. Et elle aurait pu l'être, non pas par des bombardements de l'US Air force ou de l'OTAN, mais en l'empêchant de commencer. Prévenir le déclenchement du conflit aurait certainement été possible si la « communauté internationale » (c'est à dire en pratique l'Europe et les Etats-Unis) avait fermement insisté pour que la crise yougoslave de 1990 soit réglée par la négociation. Mais l'Allemagne, en tête, s'y opposa, entraînant dans son sillage l'Union européenne dans une funeste reconnaissance immédiate des sécessions croates et slovènes, sans négociations préalables. A l'époque, les personnes bien informées savaient que cela mettrait en péril l'existence même de la Bosnie-Herzégovine. Un homme d'affaires musulman modéré, Adil Zulfikarpasic, proposa un compromis accepté par les Serbes. L'Union européenne proposa en mars 1992 un plan de cantonisation de la Bosnie pas très éloigné de l'arrangement actuel, qui fut accepté par la plupart des leaders des communautés musulmanes, serbes et croates⁶. Mais tous ces projets de compromis furent rejetés par le vieux leader du parti islamique SDA, Alija Izetbegovic, encouragé en sous-main dans son intransigeance par les Etats-Unis. Tout au

5. Le 26 février 2007, la Cour internationale de justice (CIJ) a débouté la Bosnie de sa plainte pour génocide contre la Serbie.

6. « L'accord de Lisbonne » élaboré par le diplomate portugais José Cutilheiro. Sur la volte-face d'Izetbegovic, cf. Diana Johnstone, *La Croisade des fous*, p. 66.

long des affrontements qui ont suivi, les Etats-Unis ont en effet systématiquement placé des obstacles en travers de chaque plan de paix proposé par la diplomatie européenne. Sans cette ingérence américaine, le massacre de Srebrenica, qui s'est déroulé durant les dernières semaines d'une guerre qui durait déjà depuis trois ans et demi, n'aurait sans doute jamais eu lieu.

Ce rejet de tout compromis qui plongea la Bosnie-Herzégovine dans une épouvantable guerre fratricide fut soutenu, à l'époque, par un chœur d'humanitaires absolutistes (avec à leur tête Bernard-Henri Lévy) proclamant que la Bosnie devait être un Etat centralisé au nom de la sauvegarde du multiculturalisme ; curieusement, les mêmes avaient auparavant applaudi à la dislocation de la Yougoslavie multiculturelle à l'origine de la crise en Bosnie ... et resteront silencieux lorsqu'en 1999 le Kosovo sera « ethniquement nettoyé » d'une grande partie de sa population serbe et non-albanaise malgré la présence sur place des troupes de l'OTAN⁷. Il est d'ailleurs significatif que davantage d'attention (et d'indignation) ait été accordée par les médias occidentaux à la traque du Général serbe Ratko Mladic qu'à la destruction par l'armée américaine de Falloujah et d'autres villes irakiennes ...

Pour une véritable réflexion morale

Les médias dominants occidentaux soutiennent des politiques de guerre qui conduisent inévitablement à des massacres, tout en adoptant une posture de gardiens de la morale en sacralisant la mémoire d'un massacre qui a eu lieu il y a plus de vingt ans au cours d'une guerre qui fut largement le résultat d'encouragements irresponsables aux forces sécessionnistes en Yougoslavie de la part des Etats-Unis. Pendant ce temps, les victimes des massacres commis par l'Occident au nom de la « guerre contre la terreur » continuent de s'accumuler en Afghanistan et en Irak. Le « génocide de Srebrenica », parce qu'il a été commis par « eux » et non par nous, joue donc un rôle essentiel dans l'affirmation de la supériorité morale de l'Occident. C'est pourquoi l'appel presque désespéré d'un poète comme Peter Handke pour susciter une *véritable* réflexion morale n'avait que très peu de chances d'être entendu, les chiens de garde de la mémoire officielle veillant au grain pour ne surtout pas permettre qu'il le soit.

7. Sur les 235000 Serbes, Roms, Goranis, Ashkallis qui ont fui ou ont été chassés du Kosovo au cours de l'été 1999 (après le retrait de l'armée yougoslave conformément aux accords de Kumanovo), seuls 12000 ont pu ultérieurement regagner la province (rapport de l'OSCE, Vienne, 2006).